



Club de Veille pour la Paix en Afrique de l'Ouest
Strategic Watch Club for Peace in West Africa

**ATELIER PREPARATOIRE DU FORUM DES PARTIS, DES MEDIAS
ET DE LA SOCIETE CIVILE D'AFRIQUE DE L'OUEST**

GOREE 3 – 5 NOVEMBRE 2004

RAPPORT GENERAL

CONTEXTE	2
SEANCE D'OUVERTURE	3
SESSION I : LE CONTEXTE DE LA DEMOCRATIE ET DE LA PAIX EN AFRIQUE DE L'OUEST	4
SESSION II : LE JEU DES PARTIS POLITIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST	6
SESSION III : LES MEDIAS DANS LES PROCESSUS DEMOCRATIQUES ET LES SITUATIONS DE CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST	8
SESSION IV : LE ROLE DE LA SOCIETE CIVILE DANS LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE DE L'OUEST ...	9
TRAVAUX EN GROUPE ET CONCLUSIONS	11
FICHE DE PRESENTATION DU FORUM.....	12
ANNEXE 1 : MOTION DE REMERCIEMENT	15
ANNEXE 2 : COMPTE RENDU DE LA REUNION DES FEMMES	17
ANNEXE 3 : LISTE FINALE DES PARTICIPANTS.....	18

CONTEXTE

En vue du prochain Forum des partis politiques, des médias et de la société civile, le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (SCSAO) a organisé en partenariat avec le Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest et l'Institut d'Études politiques et stratégiques (IEPS) de l'Université des Mutants de Gorée un atelier de travail à Gorée (Sénégal) les 3-5 novembre 2004. Son objet étant de ***réunir les compétences africaines pour discuter des thèmes retenus pour le Forum et préparer son organisation.***

Ces trois jours devaient permettre de :

- Débattre et valider les thèmes retenus pour le Forum: le contexte de la démocratie et de la paix; les jeux des partis politiques ; les médias dans les processus démocratiques et les situations de conflits ; le rôle de la société civile dans la démocratie.
- Définir une stratégie de préparation : choix des participants, relais sur le terrain.
- Identifier une stratégie de communication et de mobilisation des ressources.
- Discuter la possibilité de faire du Forum un événement périodique favorisant la synergie entre la CEDEAO, le Club de veille, la société civile et d'autres partenaires institutionnels.

L'atelier a également servi de cadre pour jeter les bases d'un partenariat du CSAO et du Club de veille avec les institutions d'études politiques et stratégiques et les diverses initiatives et organisations dans les domaines de la paix, la démocratie et la sécurité dans la région.

Une quarantaine de personnes originaires des quinze pays de l'Afrique de l'Ouest¹ et des membres du SCSAO ont participé. Le profil des participants se résume comme suit: 25% des participants (11) sont issus de Centres de recherche (Centre Kofi Annan, Ghana ; African Security Dialogue and Research, Ghana; Centre de Recherches pour le Développement International – CRDI, Sénégal ; Instituto Nacional de Estudios e Pesquisa – INEP, Guinée Bissau ; Institut d'Etudes Politiques et Stratégiques de l'Université des Mutants de Gorée, Sénégal) ; 50% issus de la société civile (organisations non gouvernementales et membres du Club de veille). Trois représentants de médias ouest-africains participaient. Étaient également présents les représentants du Secrétaire exécutif de la CEDEAO, du Secrétaire exécutif adjoint aux affaires politiques et du Président du Parlement de la CEDEAO.

Ci-dessous figure le résumé des contributions des intervenants, des débats et des conclusions de l'atelier. Ce compte rendu est organisé par ordre chronologique des sessions de l'atelier. La liste finale des participants, la motion de remerciement finale, et le compte rendu de la réunion des femmes qui s'est tenue en marge de l'atelier, sont présentés en annexe.

Enfin, les organisateurs tiennent à remercier les animateurs des sessions, les intervenants et tous les participants pour leurs avis originaux et engagés qui ont alimenté des débats riches et intenses pendant ces trois journées.

¹ Bénin; Burkina Faso; Cap Vert ; Côte d'Ivoire ; Ghana; Gambie; Guinée Conakry; Guinée Bissau; Mali; Mauritanie ; Niger ; Nigéria ; Sierra Leone ; Sénégal et Togo.

SEANCE D'OUVERTURE

Le professeur Djibril Samb directeur par intérim de l'Université des mutants, hôte de la réunion, a ouvert les travaux. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a souligné l'importance de cet atelier qui se tient dans un lieu dense de mémoire et de haute valeur symbolique pour le continent africain. Il a loué les efforts des participants de se pencher sur des thèmes-clé pour l'avenir de la région, à savoir les relations entre la démocratie et la paix en Afrique de l'Ouest, et le rôle des diverses acteurs dans les processus de démocratisation et de résolution des conflits.

Lui a succédé Mr. John Igué, qui a introduit le Club de veille dont il est le président. Le Club de veille a été créé en 2003 par un groupe de personnalités ouest-africaines renommées (universitaires, cercles religieux, ONG, médias, groupes de femmes...) convaincues du rôle que la société civile doit jouer pour contribuer à l'ancrage de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région. Décloisonner et mettre en synergie la panoplie d'initiatives en faveur de la paix aujourd'hui en œuvre en Afrique de l'Ouest est une priorité. A cette fin, le Club de veille promeut la mobilisation des acteurs, la collecte et la diffusion d'informations et d'analyses pour éclairer, alerter et prévenir les conflits.

John Igué a ensuite dressé un bilan de la région caractérisée par les résultats mitigés des réformes inspirées par les bailleurs de fonds. Il a indiqué les nombreux défis qui interpellent l'Afrique de l'Ouest : crises sociopolitiques, croissance économique menacée par la mévente des ressources naturelles (notamment minières), jeunesse sacrifiée. En revanche, il a salué la lutte des femmes pour l'équité et la justice, et les progrès obtenus dans ces domaines.

Mme Sunhilt Schumacher, directrice adjointe du CSAO, a présenté le Club. Créé en 1976 à l'initiative de pays membres de OCDE² en liaison avec les autorités des pays sahéliens, le CSAO couvre à présent les quinze pays de la CEDEAO plus la Mauritanie et le Tchad. Son champ d'intervention s'articule autour de quatre pôles de travail : la transformation de l'agriculture et le développement durable ; le développement local et les processus d'intégration régionale ; la gouvernance, les dynamiques des conflits, la paix et la sécurité ; et les perspectives de développement à long terme. Le CSAO travaille en réseau avec une vaste gamme d'acteurs ouest-africains et avec leurs partenaires au développement. Il entretient aussi des relations avec des organisations intergouvernementales ouest-africaines (CILSS, UEMOA,...). Un cadre de coopération a été conclu dernièrement avec la CEDEAO, son principal partenaire au niveau de l'ensemble de la région. Le Club cherche à stimuler des échanges informels et informels entre tous ces acteurs autour de questions stratégiques pour l'Afrique de l'Ouest, s'appuyant sur l'identification et la promotion des dynamiques de transformation et de ceux et celles qui les portent³.

Enfin, M. Massaër Diallo, Responsable des travaux du SCSAO sur la gouvernance, les dynamique des conflits, la paix et la sécurité, a pris la parole en dernier pour rappeler l'ordre du jour, les objectifs, et les résultats attendus de l'atelier. Avant de démarrer les travaux, il a invité les participants à un tour de table informel pour que chacun présente la situation politique, l'état des conflits et de la paix dans son propre pays. Ce tour de table a permis de rappeler le contexte et mieux cadrer les débats dans l'actualité.

² Organisation de coopération et de développement économiques.

³ Voir www.oecd.org/sah.

L'intervention

La session a été animée par John Igue. M. Massaër Diallo qui introduisait le thème, a articulé son intervention autour de quatre axes : l'Afrique de l'Ouest, espace en mutation ; le processus de démocratisation en confirmation ; la CEDEAO, espace d'intégration politique ; les perspectives de mise en œuvre du protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO⁴.

L'Afrique de l'Ouest est un espace en mutation confronté à de nombreux défis. Dans la région, se côtoient une richesse naturelle et culturelle indéniable et un niveau de pauvreté sociale élevé, accentué par des écarts importants entre villes et campagnes. Une explosion démographique a entraîné l'irruption de jeunes en quête de formation et d'emploi ; ces jeunes représentent, à terme, de nouveaux contingents d'électeurs. La contradiction entre défis et opportunités de transformation constitue une donnée structurelle fondamentale dans la détermination des conflits, manifestation des crises sociopolitiques et d'identité nationale qui secouent la région.

Au cours des années 90, l'Afrique de l'Ouest a connu une transformation politique importante, à savoir la démocratisation du système politique, qui n'est toutefois pas irréversible. Les partis prolifèrent, plusieurs dizaines par pays dont trois ou quatre seulement totalisent aux consultations électorales plus de 80% des suffrages. En même temps, elle est marquée par une explosion médiatique et une affirmation progressive de la société civile sur la scène publique. Cette situation illustre le besoin d'accompagnement d'une classe politique dynamique, d'une société civile et des médias en construction.

Au plan régional, la CEDEAO est un espace d'intégration et de coopération viable. Elle se développe sur un socle culturel, social et économique cohérent. Elle se caractérise, en outre, par une continuité dans la dynamique politique de ses pays membres. Espace d'intégration économique avant tout, la CEDEAO a dû jouer un rôle politique avant l'heure. Le protocole sur le mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité (1999) a entériné l'irruption de la Communauté dans un champ qui ne lui était pas dévolu auparavant : la paix et la sécurité régionales. En 2001, l'adoption du protocole additionnel sur la bonne gouvernance et la démocratie (qui complète le Mécanisme) lui a permis d'assumer son rôle politique. Ce protocole consacre le principe de la **convergence constitutionnelle** (art. 1) en faveur de : la démocratie et l'état de droit ; la séparation des pouvoirs et le contrôle civil des forces militaires ; la lutte contre la pauvreté et le dialogue social. A présent, le protocole n'a été ratifié que par trois des pays membres, ce qui limite sa mise en œuvre. La société civile a un rôle essentiel de plaidoyer à jouer auprès de gouvernements qui ne l'ont pas encore ratifié. L'implication du Parlement de la CEDEAO composé d'élus nationaux, est également nécessaire pour stimuler les débats sur la ratification du protocole dans les pays membres.

La CEDEAO représente une opportunité à saisir pour faire face à la crise de l'Etat-nation, parce que le projet d'intégration qu'elle porte permettra, à terme, une bonne articulation de la gouvernance entre les niveaux local, national et régional.

Les débats

Limités par le temps et le désir de tous les participants de se prononcer sur une question apparue si centrale, les débats ont mis en exergue les préoccupations suivantes : le

⁴ CEDEAO, Protocole A/SP1/12/01 sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnel au protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion et de règlement de conflits, de maintien de la paix et de la sécurité.

fédéralisme, l'intégration, la démocratie, l'Etat-nation, la culture. En fait plusieurs angles de traitement de la même question, celle de l'intégration régionale.

Bien que la foi dans l'intégration habite l'essentiel des participants, certaines réserves sont émises vis-à-vis de sa capacité à promouvoir la paix, la démocratie et le développement durable en Afrique de l'Ouest.

Premièrement, il est nécessaire de ne pas faire de l'intégration régionale une panacée qui résoudrait tous les problèmes. L'intégration est une opportunité qui peut permettre de sortir par le haut des limites de l'Etat-nation dont la construction après plus de quarante ans, n'a débouché que sur des impasses. Mais l'Etat n'en demeure pas moins nécessaire puisque l'intégration suppose des institutions étatiques fortes. Quelle serait la viabilité de l'approfondissement de l'intégration au niveau de la CEDEAO, si les unités chargées de le mettre en place ne sont pas viables ? Le fédéralisme ne permettrait-il pas de faire l'économie de la construction de l'Etat ? Non, a-t-on estimé, convoquant à ce propos le contre-exemple du Nigeria. Il est bien une fédération, mais n'en est pas moins confronté aux mêmes problèmes que les autres pays.

Deuxièmement, un engagement politique de la part des états est indispensable à concrétiser le projet d'intégration. Les organisations intergouvernementales ne pourraient pas à elles seules faire avancer l'agenda de l'intégration sans le soutien direct et cohérent de leurs états membres. Au cours de son histoire, l'Afrique de l'Ouest a connu des périodes d'intégration réelle. Il est important de comprendre quels ont été les blocages qui ont empêché à cette dynamique de se développer de manière linéaire. La nécessité d'un leadership politique adéquat, le rôle des médias dans la désintégration de la région sont rappelés à ce propos. Ainsi, il est demandé aux historiens de se faire entendre parce qu'il faut un socle que peut offrir la culture africaine, riche de valeurs telle la solidarité, afin de permettre de transcender les limites de l'Etat-nation.

Troisièmement, si la CEDEAO est le cadre institutionnel le plus pertinent pour promouvoir l'intégration régionale, elle a besoin de mieux exister, d'avoir les moyens de faire respecter les traités qu'elle réussit à faire signer. Il revient à la société civile de s'emparer des protocoles qui concernent les populations, de les vulgariser, d'en faire débattre pour que les citoyens s'en approprient et parviennent par un mouvement d'opinion à les faire respecter.

Quatrièmement, considérant le rôle continental de l'Union africaine en matière de coopération régionale et maintien de la paix, il est important de renforcer la subsidiarité et la coopération entre celle-ci et la CEDEAO. La collaboration entre institutions supranationales s'avère stratégique afin d'optimiser la gestion et l'utilisation des ressources financières et techniques mises à disposition par la communauté internationale pour le traitement des conflits et la promotion de la paix.

Enfin, les débats ont porté sur la démocratie qui doit être un facteur de paix dans la région, non pas un catalyseur de tensions. Promouvoir une gouvernance politique fondée sur la coordination et la coopération entre pouvoirs à différentes échelles (locale, nationale, régionale, continentale) pour mieux garantir les intérêts des populations est en même temps une manière pour l'Afrique de mettre en œuvre sa propre conception de la démocratie.

Quelques propositions en vue du Forum

- ✓ Faire un bilan des processus de démocratisation en cours dans la région.
- ✓ Envisager une séance de travail du Forum portant sur l'importance du Protocole additionnel pour la démocratie et la paix en Afrique de l'Ouest et les enjeux de sa mise en œuvre dans les pays membres.

L'intervention

La deuxième session, animée par M. Babaly Sall a été introduite par M. Boubacar Bâ, consultant indépendant.

Le rôle des partis politiques dans les sociétés africains doit être examiné à la lumière des enjeux et défis que pose le XXI^{ème} siècle, à savoir la restauration d'une paix civile durable, la construction de nouvelles formes et modes de gouvernance, la gestion des espaces et des ressources dans un contexte de mutations démographiques et socio-économiques, la place du continent dans le système international et dans la globalisation.

En tant que forme d'organisation des sociétés, les partis politiques sont introduits dans le continent par le colonialisme. Ils représentent un instrument parmi d'autres pour prendre et exercer le pouvoir, pour définir les orientations économiques d'un pays. De leur création jusqu'à la fin de la guerre froide, en passant par la période des coups d'Etat, ils sont davantage tournés vers l'extérieur (les puissances coloniales d'abord, les deux superpuissances mondiales ensuite) que vers leurs populations. Au contraire de la Chine et de l'Inde qui ont choisi des réponses endogènes.

Les élites modernes et traditionnelles détiennent le monopole de la direction des partis conditionnant ainsi leur composition et mode de fonctionnement. Les relations avec les armées et l'implication dans la gestion du pouvoir sont également des facteurs-clés de l'évolution des partis. Ceux derniers ne sont pas le cadre principal d'articulation et d'organisation des sociétés, au nom d'idéaux ou de projets de sociétés spécifiques.

La chute du mur de Berlin marque la fin de la guerre froide. Le subséquent processus de démocratisation vise à renforcer le multipartisme et la compétition pour le pouvoir entre groupes organisés, parmi d'autres objectifs. Il confirme ainsi la place des partis dans le système politique, mais des questions restent en suspens concernant leur rôle dans la consolidation de la démocratie, la gestion des conflits et la restauration de la paix, leur contribution à l'émergence d'un leadership politique capable de porter une vision d'avenir et de relever les multiples défis politiques et économiques mondiaux. Enfin, leur enracinement dans les sociétés africaines et leur articulation sur le terrain à plusieurs échelles (cellules, fédérations, sections etc.) puis entre niveaux local, national, régional et mondial interpellent l'intelligentsia ouest-africaine.

Le bilan mitigé et les contradictions de l'expérience partisane en Afrique doivent être mis en perspective avec la jeunesse des institutions politiques post-coloniales. A terme, l'espoir repose sur les jeunes générations qui joueront un rôle fondamental dans la construction et le renforcement des institutions (dont les partis politiques) en tirant les enseignements des modes de gouvernance endogènes tout en s'inspirant des expériences d'ailleurs.

Les débats

Il existe un consensus sur l'importance de ce thème et sur la nécessité de poursuivre les discussions de fond sur la nature, le rôle et les fonctions des partis politiques en vue du Forum.

Deux questions majeures ont structuré les discussions :

- 1. Quelle est l'utilité, quelles sont les responsabilités des partis politiques au vu du contexte historique et sociopolitique actuel de l'Afrique ?**

Autour de cette première question, les préoccupations suivantes sont apparues :

- Quel est le contenu programmatique des partis ? Quels projets de société expriment-ils ?
- Quelles sont et comment sont gérées les relations avec le pouvoir et l'armée ? Comment les acteurs extérieurs influencent-ils le jeu des partis politiques, notamment de ceux au pouvoir ?
- Quelles sont les relations avec les adhérents à la base ? Dans quelle mesure les partis reflètent-ils les différentes composantes de la société ? Quels sont leurs modes de fonctionnement, de financement et de recrutement ?

Plusieurs participants ont souligné le manque de démocratie interne et l'absence d'idéaux et de projets de société. Par cela, ils ont questionné la pertinence des partis politiques pour faire avancer l'agenda de la démocratie en Afrique de l'Ouest.

On observe un émiettement des partis sur base nationale qui toutefois ne reflète pas la fragmentation sociale et la diversification des instances des populations, car celles-ci s'expriment par d'autres voies. Cet émiettement n'empêche pas que la classe dirigeante, à la tête des partis et de l'Etat, soit homogène. Les partis politiques peuvent donc constituer un moyen pour sécuriser sa reproduction.

2. Quels sont les rapports entre les partis politiques et les autres acteurs sociopolitiques sur la scène nationale et régionale ?

Les questions suivantes permettraient d'approfondir la réflexion :

- Quelle direction prennent les partis politiques ?
- L'avenir politique de l'Afrique de l'Ouest va-t-il être confié exclusivement aux partis ?
- Quel est le bilan, quelles sont les perspectives de la cohabitation entre partis politiques et acteurs de la société civile ?
- Quels sont leurs rôles respectifs dans le jeu politique ?

Elles sont posées par rapport à l'émergence d'une société civile dynamique et organisée et de moyens d'information et de communication pluriels. Elles soulèvent le problème de la formation des cadres et des adhérents aux partis et de la gestion du pluralisme dans la société. La diversification des acteurs politiques qui collaborent à la défense de la citoyenneté, à la fourniture des services publics, etc. est à la fois une opportunité et un progrès dont les partis politiques reconnaissent l'importance.

Depuis les indépendances, la plupart des partis ouest-africains ont perdu leur dimension bilatérale, continentale voire internationale. La création récente du Parlement de la CEDEAO représente une opportunité pour que les partis politiques récupèrent cette dimension supranationale en tant que outil de dialogue et cadre de collaboration entre populations. Les interactions entre l'évolution des partis politiques et le développement des institutions régionales méritent d'être prises en compte.

Un dernier élément qui est ressorti des débats concerne la relation entre partis politiques et conflits. Quelles sont les relations de causalité ? Quelle est la contribution des partis à la gestion, à la résolution des conflits, à la promotion de la paix et de la sécurité ? En sortie de conflit, quels sont les enjeux de la transformation des groupes armés en partis politiques (ex : cas du Liberia) ?

Quelques propositions en vue du Forum

- ✓ Cibler le rôle et la place des partis politiques dans le bilan des processus de démocratisation en Afrique de l'Ouest.
- ✓ Inscrire la question des relations entre partis politiques, médias et acteurs organisés de la société civile sur l'agenda du Forum.

SESSION III : LES MEDIAS DANS LES PROCESSUS DEMOCRATIQUES ET LES SITUATIONS DE CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST

La session, animée par Mme Adrienne Yandé Diop directrice de la Communication de la CEDEAO, a été introduite par M. Moussa Paye, journaliste.

L'intervention

M. Paye note que la presse en Afrique de l'Ouest est d'essence militante. Les premiers journaux en Afrique anglophone sont le fait du gouverneur Sir Charles McCarthy qui crée en 1822 la *Sierra Leone Gazette* (Sierra Leone) et la *Gold Coast Gazette* (Ghana). Il ouvre la voie à l'initiative privée. Au Ghana, dès 1857, les frères Charles et Edmund Bannerman fondent l'*Accra Herald* qui relaie les mots d'ordre nationalistes. Kwame N'Krumah créera lui-même l'*Accra Evening News* le 3 septembre 1948 qui s'affirme comme le principal instrument de sa propagande. Au Nigeria, le futur président Nnamdi Azikwe est le rédacteur en chef de l'*African Morning Post*. En Afrique francophone, le Rassemblement démocratique africain de Houphouët-Boigny lance *Le Réveil* en Côte d'Ivoire qui subit les foudres du pouvoir colonial qui demande la levée de l'immunité de ses animateurs parlementaires, Houphouët-Boigny lui-même et Gabriel d'Arboussier.

Si pendant la période coloniale la presse a été le fer de lance du combat nationaliste, la presse post-indépendance ne peut pas prétendre, contrairement à l'historiographie médiatique, à un rôle majeur dans l'éclosion de la démocratie. Ainsi, la presse contemporaine, est davantage fille que mère du processus démocratique au début des années 1990. En revanche, les journalistes ont contribué à la démocratisation à travers leurs syndicats qui se sont souvent opposés au monolithisme politique et syndical.

L'état actuel de la presse est très différent d'un pays à l'autre. Partout, l'on note une prolifération de journaux contre toute logique économique. Dans certains pays, les médias sont parties prenantes des luttes pour le pouvoir ; dans d'autres notamment de tradition anglaise, le souci d'indépendance est plus affirmé. En situation de conflit, comme en Sierra Leone ou au Liberia, la presse a dû payer un lourd tribut et elle n'a pas su rester en dehors de la mêlée.

Au total, la situation globale n'est pas des meilleures. Les médias privés n'ont pu obtenir l'indispensable autonomie financière pour préserver leur indépendance rédactionnelle face à l'Etat, aux groupes de puissance économiques et financiers.

Les débats

L'historique de la contribution de la presse à la construction et à la consolidation de l'Etat post-colonial en Afrique de l'Ouest a permis d'identifier une série de problématiques ayant trait au financement des médias, à la viabilité économique et financière des entreprises de presse, à leur autonomie vis-à-vis des autres pouvoirs, à leurs fonctions sociales en situation de paix et de conflit (circulation des informations, formulation d'une opinion publique, etc.). Les participants ont confirmé l'importance de ces problématiques et suggéré des questions complémentaires. Par exemple, l'indépendance intellectuelle et financière des médias

appelle au débat sur le statut du service public d'information. Dans plusieurs pays ouest-africains, la réforme du secteur est une urgence que les décideurs politiques ne perçoivent pas comme telle. Pourtant, les modalités d'accès à la profession, les opportunités de formation des journalistes et le renforcement des capacités d'organisation et de gestion des entreprises de communication sont des préoccupations réelles pour les professionnels. En même temps, le besoin est mis en avant de ne pas confiner le débat sur le statut et le rôle des médias aux seuls professionnels du secteur comme si ce dernier était leur propriété exclusive.

Au-delà des thèmes mis en évidence par l'intervention, les participants ont indiqué une série de points dont l'analyse reste à approfondir pour préparer le dossier « médias » en vue du Forum.

- La place des médias électroniques (radio et télévision), du multimédia et des autres formes de communication interpersonnelle
- l'impact réel des différents types de média dans la formation de l'opinion publique
- l'impact de la diffusion directe des chaînes internationales de radio et de télévision par satellite
- La démission des pouvoirs publics face à la nécessité de réforme du secteur, notamment sur la question de l'accès à la profession, de la formation des journalistes, de la viabilité économique et financière des entreprises de presse
- Le statut du service public souvent instrumentalisé par les pouvoirs en place
- La nécessité de ne pas confiner le débat sur le statut et le rôle des médias aux seuls professionnels du secteur comme si le secteur était leur propriété exclusive
- La prise en compte de la dimension culturelle dans le traitement de l'information
- La déontologie professionnelle et la responsabilité du journaliste dans la préservation de la paix.

SESSION IV : LE ROLE DE LA SOCIETE CIVILE DANS LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'intervention

La session animée par M. Massaër Diallo, a été introduite par Mme Thérèse Keita, sociologue. Après avoir donné un aperçu de l'évolution récente de la société civile en Afrique, elle a évoqué ses caractéristiques majeures.

Le terme « société civile » est tout aussi vaste qu'ambigu. Il inclut une grande variété d'acteurs sociaux aux fonctions et intérêts divergents. Selon le clivage entre pays anglophones, francophones et lusophones, la société civile a joué un rôle très différent dans le processus de démocratisation des années 1990 en Afrique de l'Ouest. Proposer une typologie d'acteurs unique ou élaborer une liste fermée de ses forces et de ses faiblesses dans le jeu politique ne permet que d'ouvrir les débats. Il est nécessaire de prendre en compte la spécificité de chaque contexte afin d'apprécier la contribution réelle de la société civile à la consolidation de la démocratie et à la promotion de la paix.

L'émergence de la société civile, notamment des Organisations non-gouvernementales (ONG) en Afrique est liée au processus de démocratisation. Elle a investi certains secteurs parmi les plus importants de la vie nationale : lutte contre la pauvreté, projets de développement, fourniture de services de base (santé, éducation) protection de l'environnement, promotion de la culture de la paix et des droits humains...

Aujourd'hui, la société civile a une fonction essentielle de mobilisation des forces sociales qui contribue à l'approfondissement de la démocratie et à l'amélioration des conditions de vie des populations. Son importance tient à sa connaissance du terrain et à l'efficacité de ses

actions sur le terrain. Toutefois, il faut souligner le manque d'autonomie des acteurs de la société civile vis-à-vis des bailleurs de fonds y compris les ONG internationales, pour toute prise de décision et choix d'orientations stratégiques. S'ajoute une dispersion des actions sur le terrain liée à l'étroitesse des moyens et des capacités dont ce type d'acteurs disposent.

Les débats

A défaut d'une définition universelle, il est nécessaire de se doter d'une définition opérationnelle qui permette d'avancer vers l'organisation du Forum et de cibler dans chaque pays les acteurs les plus pertinents. Cette définition doit rendre compte de la complexité et de la diversité à l'interne de la société civile, de ses modes d'action quelque fois contradictoires, de son ambiguïté parfois. Par exemple, les chefs religieux et traditionnels, qui sont dans certains pays des relais de l'administration, en font-ils partie ?

Une question corollaire concerne la hiérarchisation des différents segments de la société civile. Ainsi, la place des ONG est tellement prépondérante dans les débats internationaux qu'elles sont parfois considérées comme les seuls acteurs concernés. Les participants ont observé que ce constat est loin d'être la réalité pour l'Afrique de l'Ouest où plusieurs formes d'agrégation et d'organisation sociales ont toujours existé en dehors des modes préconisés par les partenaires au développement.

Par ailleurs, il est essentiel de distinguer entre le rôle de la société civile dans la promotion du développement socio-économique et la place qu'elle occupe dans le jeu politique où elle exerce à la fois des fonctions de contre-pouvoir et de vivier politique. Ces dernières fonctions seront au cœur des débats du Forum qui synthétise les travaux de groupe.

Si son statut de contre-pouvoir est incontestable, le rôle politique de la société civile s'est affirmé progressivement à travers son implication dans la lutte pour l'affirmation des droits humains et de la démocratie. Il s'est manifesté ensuite par l'émergence des candidatures indépendantes lors des élections politiques. Ces candidatures sont portées par des leaders qui se forgent une expérience par l'action sociale et qui souhaitent concourir à la gestion du pouvoir étatique. C'est un signe de dynamisme citoyen qu'il ne faut pas écraser mais plutôt accompagner.

Cette situation éclaire une relation de complémentarité / rivalité entre la société civile et les partis politiques sur la scène publique. La rivalité s'explique, en partie, par la manière dont est généralement perçue l'émergence de la société civile dans les pays en développement. Celle-ci est d'autant liée à la démocratisation du système politique qu'à l'effondrement de l'Etat et à la déstructuration des sociétés traditionnelles, sous la pression de la mondialisation.

Selon les participants, seulement le partenariat entre acteurs de la société civile, médias et partis politiques peut permettre l'instauration d'une société véritablement démocratique. La manière de bâtir ce partenariat au plan régional sera envisagée au Forum. A cette fin, il est nécessaire de suivre de près le travail de la CEDEAO qui œuvre pour l'adoption d'une législation permettant à la société civile de compléter l'action des pouvoirs publics suivant des normes de représentation précises et de bonne gouvernance.

Approfondir le dialogue et la collaboration entre partis politiques et société civile pour promouvoir l'intérêt général requiert, toutefois, que chacun garde sa sphère d'influence et ses modes de fonctionnement propres. Les dérives liées à une complicité trop étroite entre monde politique et société civile ne doivent pas être sous-estimées. La multiplication d'ONG créées par les partis politiques au pouvoir ou comme instrument d'opposition politique, est un phénomène recourant en Afrique de l'Ouest qui interpelle les participants.

Les questions de transparence, indépendance et « *accountability* » des institutions de la société civile, de leur viabilité économique et autonomie financière, sont clé. La formation des professionnels et le renforcement des capacités de gestion et d'organisation sont également prioritaires.

Quelques propositions en vue du Forum

Le Forum consacre une partie de ses travaux **aux questions transversales** émergées aussi bien dans les échanges sur le rôle de la société civile dans la démocratie et la paix que dans les débats sur les partis politiques et les médias. Ces questions ont trait à :

- Financement et viabilité économique et financière
- Indépendance intellectuelle et autonomie
- Transparence et démocratie des modes de fonctionnement internes
- Renforcement des capacités humaines et organisationnelles

TRAVAUX EN GROUPE ET CONCLUSIONS

A la suite des plénières, les travaux se sont poursuivis dans deux commissions. La première s'est penchée sur la définition des objectifs et des grands axes du Forum, puis sur l'identification des résultats attendus. La seconde a abordé les critères de sélection des participants, les actions prioritaires pour l'organisation, la mobilisation des compétences et des ressources, les orientations de la stratégie de communication, avant, pendant, et après le Forum. A l'issue des travaux, la plénière s'est réunie pour discuter et adopter les conclusions. Les points principaux sont présentés ci-dessous. Suit une fiche de présentation du Forum.

1. ***L'atelier de Gorée approuve et soutient l'organisation du Forum.*** Pour la première fois, ces trois catégories d'acteurs sociopolitiques se rencontreront pour s'accorder tant soit peu sur l'analyse de la situation politique générale en Afrique de l'Ouest et sur la contribution de chacun à la promotion de la paix, de la sécurité et de la démocratie dans la région.
2. ***Un comité d'organisation, composé par le SCSAO et le comité d'orientation du Club de Veille, est chargé de l'organisation du Forum.*** Ce noyau pourra demander aux personnes ressources et aux institutions présentes à l'atelier de l'appuyer dans son travail par des actions ponctuelles. En particulier, les femmes se sont organisées en groupe pour contribuer à diffuser les informations concernant le Forum sur le terrain et pour appuyer l'identification des participants (voir annexe).
3. ***Les thèmes débattus à l'atelier sont retenus pour le Forum.*** Le Comité d'organisation est responsable de la finalisation des dossiers techniques tenant compte des communications disponibles et des débats de l'atelier préparatoire.
4. ***Le Forum doit permettre de fédérer l'ensemble des initiatives et des réflexions existantes sur ces thèmes.*** Il ne doit pas simplement se juxtaposer à la panoplie d'activités déjà en cours ou en préparation. Par cela, une « démarche partenariat » sera privilégiée.
5. ***La recherche du financement doit envisager, parallèlement au financement escompté des pays membres du CSAO, des sources alternatives, notamment endogènes pour que la région démontre ce faisant, l'importance qu'elle accorde au Forum.***

FICHE DE PRESENTATION DU FORUM

En vue de créer un cadre permanent de dialogue entre les acteurs de la région pour la formation d'une opinion publique ouest-africaine en faveur de la démocratie et de la paix

Contexte

L'Afrique de l'Ouest est une région en mutation profonde et rapide. Si les dynamiques de transformation en œuvre engendrent des tensions politiques et sociales, violentes ou latentes, elles induisent également une ouverture et une reconfiguration de l'espace public ouest-africain. La multiplication des acteurs sociopolitiques sur la scène publique (partis politiques, acteurs de la société civile, médias, organisations non gouvernementales, groupements d'intérêt économique, associations de femmes et de jeunes, médias, syndicats, etc.), les avancées de la décentralisation politique et administrative dans de nombreux pays, et l'émergence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en tant que moteur de l'intégration politique régionale en sont une parfaite illustration.

Depuis les années 90, la présence active de ces différents acteurs s'affirme et s'articule à plusieurs niveaux : local, national et supra national. Le rôle des partis politiques, des médias et de la société civile a continué d'évoluer depuis les « conférences nationales ». Pour autant, ces différents acteurs n'ont eu que très peu d'opportunités de se rencontrer et d'échanger à l'échelle régionale.

Dans un nouveau contexte, marqué par une récurrence des crises de gouvernance et l'existence de multiples conflits, une rencontre qui décloisonne les acteurs dans leur diversité et leurs différences devient indispensable pour relever ensemble et d'une commune volonté les défis actuels et futurs.

Appuyer les acteurs qui animent la recomposition sociopolitique et institutionnelle de la région s'impose comme une priorité afin de promouvoir l'agenda de la démocratie et de la paix en Afrique de l'Ouest. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'organisation du Forum des partis politiques, des médias et de la société civile, initiative conjointe du Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest et du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (SCSAO).

Le Forum réunira quelque deux cent cinquante participants des quinze pays membres de la CEDEAO, du Cameroun, de la Mauritanie et du Tchad. Il rassemblera des représentants des partis politiques, des médias et de la société civile de chaque pays, des institutions continentales (l'Union africaine) et régionales (la CEDEAO), des réseaux et des mouvements transnationaux et des partenaires au développement.

Objectifs

Ce Forum vise quatre objectifs spécifiques :

- I. Organiser une mise en dialogue et contribuer au décloisonnement des acteurs de premier plan dans la démocratie que sont les partis politiques, les médias et la société civile ;
- II. Aider à identifier les questions stratégiques, les risques et les défis majeurs qui se posent en Afrique de l'Ouest dans la construction de la paix et de la démocratie dans la région ;
- III. Faciliter des échanges informés et constructifs entre les différents types d'acteurs sociopolitiques sur leurs rôles et responsabilités respectifs dans la construction de la paix et de la démocratie en Afrique de l'Ouest, et sur des perspectives d'actions conjointes pour sa consolidation ;
- IV. Contribuer à mobiliser un large éventail d'acteurs autour d'initiatives et d'actions pouvant conduire à des décisions innovantes pour la sauvegarde de la paix et l'ancrage de la démocratie en Afrique de l'Ouest.

Le Forum abordera les enjeux de la paix et de la démocratie dans un contexte de mutations économiques, sociopolitiques, culturelles et institutionnelles majeures, d'ouverture aux autres régions du continent et au reste du monde. Il s'interrogera sur le rôle et la responsabilité des trois catégories d'acteurs. Il croisera les perspectives et les points de vue afin de construire une vision partagée de la situation actuelle et d'aboutir à un consensus sur le contenu et la mise en œuvre des actions

nécessaires pour sortir la région des situations de conflit, consolider la démocratie et relever le défi du développement dans le respect des différences.

La **CEDEAO** sera étroitement associée au Forum. L'appropriation citoyenne du **Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance**, les modalités de prise en charge par les acteurs sociopolitiques du plaidoyer pour sa ratification et sa mise en œuvre dans les pays membres de la CEDEAO seront au cœur des discussions. Le Forum fournira également l'occasion d'impulser le dialogue entre acteurs sociaux et institutionnels sur le rôle et la place de la CEDEAO dans la régulation politique de la région.

Questions-clés

1 - Quels enseignements tirer des crises passées et en cours dans la région, dont l'origine et/ou l'enjeu sont d'ordre politique ?

2 - Comment les acteurs peuvent-ils d'une commune volonté, prévenir le prolongement et la répétition de telles crises ?

3 - Comment concrétiser et inscrire dans la durée une logique et une pratique de dialogue, de concertation pour contenir les différences et les contradictions qui en procèdent dans le cadre de l'expression démocratique et pacifique ?

4 - Quels sont les rôles et les responsabilités de chaque acteur dans la concrétisation durable d'une telle perspective ?

5 - Comment relever le défi d'un développement durable dans la région dans le respect des différences ?

6 - Dans quelle mesure et comment le Forum peut-il y contribuer en devenant périodique et en s'articulant aux mécanismes de la CEDEAO destinés à la construction et à la consolidation de la paix et la démocratie dans la région ?

Résultats attendus

Les résultats attendus de cet événement sont les suivants :

- Contribution à une meilleure compréhension des risques et des défis pesant sur l'enracinement de la démocratie et la construction de la paix dans la région ;
- Contribution à la mise en dialogue des acteurs sociopolitiques et institutionnels ouest-africains sur leur rôle, leurs capacités et responsabilités dans la promotion de la paix et de la démocratie ;
- Pérennisation du Forum comme cadre de dialogue permanent fonctionnant par des sessions dont la périodicité sera définie ;
- Consolidation du processus démocratique et de la stabilité en Afrique de l'Ouest en vue d'un développement durable et équitable ;
- Mise au point d'une stratégie consensuelle de plaidoyer pour la ratification et la mise en œuvre du Protocole additionnel pour la Démocratie et la Bonne gouvernance au niveau de l'espace CEDEAO.

Organisation

Un comité d'organisation, composé du SCSAO et des membres du Comité d'orientation du Club de veille a été mis en place. Il est chargé des orientations scientifiques, de la mobilisation des fonds, et de la communication. Il associera également des personnalités africaines et des représentants de la CEDEAO dans le choix des participants. Il sera relayé pour l'appui logistique par un réseau de responsables d'institutions, d'ONG et de médias d'Afrique de l'Ouest qui ont participé à l'atelier préparatoire de Gorée (3 au 5 novembre 2004), et des représentants de la CEDEAO et de son parlement.

Un comité de parrainage constitué de hautes personnalités africaines ayant joué un rôle-clé dans l'avancement de la démocratie et de la paix dans le continent, sera également créé.

Informations générales

- **Pays abritant le Forum** : sélection en cours.
- **Pays concernés** : les 15 pays de la CEDEAO, plus le Cameroun, la Mauritanie et le Tchad.
- **Partenaire stratégique pour l'activité** : la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest).
- **Nombre de participants** : 250
- **Type de participants** : des représentants des partis politiques (4 par pays), des médias (4 par pays) et de la société civile (4 par pays). Des personnalités de la région et du continent jouant un rôle important dans le développement de la paix, la démocratie et le rayonnement de la région.
- **Budget estimé** : 350 000 €

ANNEXE 1 : MOTION DE REMERCIEMENT

Considérant l'importance que les Peuples africains en général, et les Peuples du Sénégal en particulier, attachent à la paix et à la démocratie comme facteurs de promotion du développement et de la justice sociale ;

Considérant la conscience de plus en plus aiguë qui se développe dans la sous-région ouest-africaine quant à la nécessité de promouvoir un dialogue social de tous les acteurs du développement politique, économique, culturel et social ;

Considérant le rôle précieux que joue l'Université des Mutants en tant que centre de promotion du dialogue des civilisations ;

Considérant l'implication chaque jour plus affirmée de l'Institut des Etudes Politiques et Stratégiques dans la mise en œuvre et l'organisation de ce dialogue des civilisations, notamment dans le secteur de la gouvernance démocratique, de la sécurité, de la paix et du développement ;

Considérant la qualité de l'accueil dont a fait l'objet chaque délégation participante au présent Atelier ;

Considérant les conditions logistiques et matérielles d'organisation de cette rencontre et le cadre enchanteur de l'île de Gorée qui l'a accueillie ;

Considérant l'attention particulière dont tout le personnel de l'Institut des Etudes Politiques et Stratégiques de l'Université des Mutants a entouré le séjour des participants à Gorée ;

Nous, **participantes et participants** à l'Atelier préparatoire du Forum des partis politiques, des médias et de la Société Civile en Afrique de l'Ouest, qui s'est tenu du 03 au 05 à Gorée dans les locaux de l'Université des Mutants.

Exprimons nos remerciements les plus sincères et notre gratitude profonde :

- Au Peuple du Sénégal, aux Autorités politiques et administratives nationales et locales, notamment à Monsieur le Maire de Gorée, et singulièrement aux Autorités et tout le Personnel de l'IEPS, pour leur hospitalité et la qualité des mesures prises en vue d'assurer la sécurité des participants et de faciliter des échanges fructueux ;
- Au Club de Veille pour la Paix en Afrique de l'Ouest et au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour avoir pris l'initiative heureuse de réunir le présent Atelier qui constitue ***un pas stratégique dans la voie de la création d'un espace d'échange et de réflexion pour la mobilisation effective des acteurs sociaux de la paix et du développement en Afrique de l'Ouest*** ;

Félicitons et remercions les interprètes/traducteurs pour avoir fourni un accompagnement technique de qualité ayant contribué à élever le niveau des échanges tout au long des travaux de notre Atelier : le succès des délibérations en est tributaire ;

Notons avec satisfaction l'importance que le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et le Club de Veille pour la Paix en Afrique de l'Ouest accordent à l'implication des femmes dans les délibérations sur la sécurité, la paix et le développement dans la sous-région ouest-africaine et les encourageons à persévérer dans cette voie ;

Renouvelons notre attachement au dialogue et à la médiation comme moyens de résolution des conflits en Afrique de l'Ouest ;

Réitérons toute notre reconnaissance à toutes les Institutions et personnalités qui ont œuvré pour faciliter la tenue et le succès de l'**Atelier préparatoire du Forum des partis politiques, des médias et de la Société Civile en Afrique de l'Ouest**, en agrémentant de toutes les manières possibles le séjour des délégations à Gorée et à Dakar.

Gorée, le 5 novembre 2004

Les participants

ANNEXE 2 : COMPTE RENDU DE LA REUNION DES FEMMES

En marge de l'atelier préparatoire, s'est tenue dans les locaux de l'Hôtel Croix du Sud de Dakar (Sénégal), la rencontre des femmes participant au dit atelier (voir liste ci-dessous). Dans son introduction, Mme Schumacher, directrice adjointe du SCSAO, a présenté les préoccupations et les attentes quant au rôle important que les femmes jouent en Afrique et plus particulièrement dans la résolution des conflits et la recherche de la paix. Elle a dit avoir été impressionnée par la qualité intellectuelle et l'engagement des participantes à cet atelier. Celui-ci a illustré qu'il est possible de constituer à partir de ce noyau un petit réseau de femmes pour des actions et des initiatives futures.

Un tour de table a suivi, et chaque participante a pu s'exprimer et donner sa vision, ses perceptions en insistant sur les échecs enregistrés dans d'autres cercles. D'un commun accord, les participantes ont ainsi décidé de :

- Focaliser leur action sur l'organisation du Forum ;
- Constituer un groupe ayant la double responsabilité de diffuser le projet du Forum et de contribuer à son succès en identifiant des femmes engagées et capables de rehausser le niveau et les résultats de la rencontre.

Cette recherche/identification de personnes et organisations ressources se fera de concert avec le comité d'organisation du Forum tant au niveau des pays présents à l'atelier préparatoire que de ceux qui n'ont pas pu y assister. A cet effet, il a été retenu à l'unanimité que :

- Toutes les femmes présentes soient associées, d'une manière ou d'une autre, au comité d'organisation du Forum afin de leur donner une certaine légitimité par rapport au rôle de relais qu'elles doivent jouer dans leurs pays et dans la région.
- Cette légitimité se traduise par un « mandat » (ou termes de référence) qui définit leur rôle et tâches de manière à faciliter les contacts avec les autorités, les organisations de la société civile, les médias et tous les autres intervenants et partenaires.

C'est donc sur une note de satisfaction et de confiance que s'est terminée cette rencontre. Mme Maï Manga Thérèse Keita a remercié toutes les femmes pour leur clairvoyance.

Fait à Dakar, le 5 novembre 2004
Mme Maï Manga Thérèse Keita

Liste de présence

Emma Birikorang, Ghana
Adrienne Diop, CEDEAO (excusée)
Maï Manga Thérèse Keita, Niger
Seynabou Maal, Sénégal (excusée)
Dr Mariam D. Maiga, Mali
Clarice Merindol, Burkina Faso
Salimata Porquet, Côte d'Ivoire
Sunhilt Schumacher, SCSAO
Filomena Silva, Cap Vert
Juliette Khady Sow, Sénégal

ANNEXE 3 : LISTE FINALE DES PARTICIPANTS

INSTITUTS DE RECHERCHES

Centre Kofi Annan

M. Prosper Nii NORTEY ADDO

Kofi Annan International Peacekeeping Training
Centre (KA IPTC)
PMB CT 210, Cantonments
Accra
Ghana

Tel : (233) 21 718 202/3 (ext 2006)
Mobile : (233) 244 63 26 94
Fax : (233) 21 71 82 01
Email : rossipnn@hotmail.com
Email: prosper.addo@kaiptc.org
Email: prosperaddo@yahoo.com

African Security Dialogue and Research (ASDR)

Ms. Emma BIRIKORANG

African Security Dialogue Research
BO: LG 347
Legon
Ghana

Tel : (233) 21 51 05 15
Tel : (233) 244 71 22 14
Email : brikemma@yahoo.com
Email : emma@africansecurity.org

Centre de Recherches pour le Développement International - CRDI

M. Moussa SAMB

Chargé du Programme Gouvernance
BP 11007
Dakar
Sénégal

Tel : (221) 864 00 00
Fax : (221) 825 32 55
Email : msamb@idrc.org.sn

Instituto Nacional de Estudios e Pesquisa (INEP)

M. Mamadu JAO

Directeur Général
CP 112 Bissau
Guinée Bissau

Tel : (245) 722 50 34 (Mobile)
Tel : (245) 25 18 67
Tel : (245) 25 11 25
Email : mama_jao@hotmail.com
Email: mamadu.jao@africamail.com

Institut d'Etudes Politiques et Stratégiques et Université des Mutants de Gorée

Professeur Djibril SAMB

Directeur IFAN, chargé de l'intérim
Université des Mutants
Gorée
Sénégal

M. Alioune SARR

Université des Mutants
Dakar
Sénégal

Tel : (221) 842 00 69
Email : aliounesarr@yahoo.fr

Mme Juliette SOW

IEPS
Dakar
Sénégal

Tel : (221) 632 62 22
Fax : (221) 842 00 69
Email : jksow2002@yahoo.fr

M. Babaly SALL
Université de Saint Louis / IEPS
Saint-Louis
Sénégal

Tel : (221) 962 99 45 / 961 23
Email : bsall@refer.sn
Email : sbabaly@hotmail.com

M. Sidikki DAFF
IEPS
Dakar
Sénégal

Tel: (221) 546 11 08 (Mobile)
Email: sidiki.daff@sentoo.sn

M. Seydou BA
IEPS
Dakar
Sénégal

Tel: (221) 561 16 59 (Mobile)
Email : baseydou@yahoo.fr

M. Ousseynou N'DIAYE
IEPS
Dakar
Sénégal

Tel : (221) 842 00 69
Email : hozainoo@yahoo.fr

PAYS REPRESENTES

Bénin

M. Christophe KOUGNIAZONDE
Académie Alioune Blondin Bèye pour la Paix
ABBAP
08 BP 0609
Cotonou

Tel : (229) 30 50 99
Tel : (229) 31 64 40
Tel : (229) 85 51 66
Fax : (229) 31 37 12
Email : abbap99@yahoo.fr
Email : ckougna@yahoo.fr

Burkina Faso

Mme Clarice MERINDOL
Secrétariat Général
Ministère de la Promotion des Droits de l'Homme
11 B.P. 852
Ouagadougou 11

Fax : (226) 50 33 50 95
Email : ouobaclarisse@Yahoo.fr

Cap Vert

Mme Filomena SILVA
Directrice
Journal ASEMANA
Praia

Côte d'Ivoire

Mme Salimata PORQUET

Présidente

Plate forme de la Société civile pour la Paix (OFEP)
Coalition des Femmes Leaders pour la Paix en CI
Abidjan

Tel : (225) 20 33 52 85
Tel : (225) 07 89 71 95 / 05 07 17 18
Fax : (225) 20 33 52 14
Email : fefeedes@aviso.ci

Guinée

M. Abdoul Gadiry DIALLO

Organisation Guinéenne des Droits de l'Homme
(OGDH)
BP 4968
Conakry

Tel: (224) 11 34 17 71
Tel: (224) 41 23 85
Tel: (224) 13 40 11 20
Email: abdoul3003@yahoo.fr
Email: ogdh@afribone.net.gn

Guinée Bissau

M. Allen Yero EMBALLO

Journaliste. Correspondant
RFI en Guinée Bissau
BP 1355
Bissau

Tel : (245) 25 52 16 (domicile)
Tel: (245) 721 28 35 (mobile)
Tel : (245) 21 24 30 (bureau)
Email : ayembalo@yahoo.fr

Mali

Dr. Mariam Djibrilla MAIGA

Vice Présidente
Fédération des Réseaux de Femmes Africaines pour
la Paix
BP – E 1576
Bamako

Tel : (223) 220 77 00
Tel : (223) 679 91 30
Tel : (223) 679 85 04
Email : mdm7@datatech.net.ml

Mauritanie

M. Boubacar BA

Consultant
Nouackchott

Tel : (222) 646 98 00
Tel : (221) 825 79 55
Tel : (221) 630 26 00 (mobile)
Email : booribah2000@yahoo.com

Niger

Mme Thérèse KEITA – MAI MANGA

Sociologue, Conseillère technique au Cabinet du
Président de la République
Présidente de l'Organisation des Femmes pour le
Développement – OFEDSAA
BP 10798
Niamey

Tel : (227) 74 00 91
Tel : (227) 93 75 40 / 97 43 62
Tel / Fax : (227) 72 20 13
Email : terezekeita@hotmail.com
Email : maimanga2@yahoo.fr

Sierra Leone

Dr. Omar NDONGO

Directeur
Forum pour la Paix dans l'Union du Fleuve Mano
Delco House
Lightfoot Boston street
Freetown

Tel : (232) 76 73 09 88
Tel : (232) 22 224 198
Email : ondongo@international-alert.org
Email : mrupeace@yahoo.com

Sénégal

M. Bouba DIOP

Président
Consortium des ONGs d'appui au développement
(CONGAD)
BP 4109
Dakar

Tel : (221) 864 05 42 / 824 41 16
Tel : (221) 824 13 63
Fax : (221) 824 44 13
Email : congad@sentoo.sn
Email : boubadiop@yahoo.com

M. Omar DIOP

Consortium des ONGs d'appui au développement
(CONGAD)
BP 4109
Dakar

Tel : (221) 658 81 96
Fax : (221) 824 44 13
Email : omardiop3@yahoo.fr

Mme Seynabou MAAL

Coordinatrice
Comité régional de la solidarité des femmes pour la
paix en CasamanceZiguinchor

Tel : (221) 654 40 69 (mobile)
Tel : (221) 991 16 27
Tel : (22) 991 20 84
Tel : (221) 635 74 84 (mobile)
Email : naboumale@hotmail.com
Email : nouxe@yahoo.fr

Mme Penda MBOW

Présidente
Mouvement Citoyen
BP 35 968
Dakar, Fann

Tel : (221) 824 77 57
Tel : (221) 684 68 62 (mobile)
Email : pmbow@refer.sn

M. Jacques Habib SY Directeur

Aide et Transparence
Dakar

Tel : (221) 569 16 82
Tel : (221) 864 39 76
Email : habibsy@hotmail.com

M. Moussa PAYE Journaliste

BP 4027
Dakar

Tel : (221) 823 25 31
Tel : (221) 824 85 28
Fax : (221) 869 42 43
Email : musapai@yahoo.fr

Dr. Abdel Fatau MUSAH

Open Society Initiative for West Africa – OSIWA
BP 008
Dakar, Fann

Tel : (221) 869 1024
Fax: +221 824 0942
Email: osiwa-dakar@osiwa.org

ORGANISATION REGIONALE / CEDEAO

M. Assane SEIBOU

Parlement de la CEDEAO
1^{er} Secrétaire
International Conference Centre
Garki, Abuja FCT
P.M.B. 576
Abuja
Nigeria

Tel: 234 (9) 524 06 23
Fax: 234 (9) 234 77 22
Email: speaker@parl.ecowas.int

M. Richard KONTEH
Point Focal pour la Société Civile
CEDEAO
60 Yakubu Gowon Crescent,
Asoko District
PMB 401 A
Abuja
Nigéria

Tel : (234) 803 597 28 71
Tel : (234) 9 314 17 38
Email : rkonteh@yahoo.com

Mme Adrienne Yandé DIOP
Directrice Communication
CEDEAO
60 Yakubu Gowon Crescent,
Asoko District
PMB 401 A
Abuja
Nigéria

Tel : (234) 9 314 7641
Fax: (234) 9 314 7646 / 7662
Email: adiop@ecowas.int

CLUB DE VEILLE POUR LA PAIX EN AFRIQUE DE L'OUEST

M. John IGUE
Président Club de veille
LARES
08 BP 0592
Cotonou
Bénin

Tel : (229) 30 76 95
Tel : (229) 30 76 73
Fax: (229) 30 52 41
Email: clubdeveille@yahoo.fr

M. L. Sedat JOBE
5 East 2nd Street
Bakau New Town
Banjul
Gambie

Tel. (220) 449 48 17
Mobile : (220) 996 00 50
Email : Sedat@minister.com

Prof. Mohamed OULD MAOULOU
Université de Nouakchott
BP 1162
Nouakchott
Mauritanie

Tel : (222) 634 09 13
Tel : (222) 650 81 02
Tel : (222) 529 32 66 (Office)
Email: mdomld@yahoo.fr

M. Chérif Elvalide SEYE
Directeur
COMDEV
Directeur
Dakar
Sénégal

Tel : (221) 869 12 19
Mobile : (221) 644 74 46
Email : celseye@yahoo.fr

Pasteur Kodjo Gerson BESSA
Modérateur
Eglise Presbytérienne Evangélique du Togo
1, rue Tokmake - BP 2
Lomé
Togo

Tel. : (228) 221 53 74
Tel.: (228) 221 46 69
Fax: (228) 222 23 63
Email : gerson_bessa@yahoo.fr

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST / OCDE

Mme Sunhilt SCHUMACHER

Directrice Adjointe
94, rue Chardon Lagache
75016 Paris
France

Tel : (331) 45 24 96 19
Fax : (331) 45 24 90 31
Email : sunhilt.schumacher@oecd.org

M. Massaër DIALLO

Chef de l'Unité gouvernance, dynamiques des
conflits, paix et sécurité
94, rue Chardon Lagache
75016 Paris
France

Tel : (331) 45 24 96 28
Mobile : (221) 637 97 45
Fax : (331) 45 24 90 31
Email : massaer.diallo@oecd.org
Email : dialco@refer.sn

Mme Donata GNISCI

Politologue
l'Unité gouvernance, dynamiques des conflits, paix et
sécurité
94, rue Chardon Lagache
75016 Paris
France

Tel : (331) 45 24 89 59
Fax : (331) 45 24 90 31
Email : donata.gnisci@oecd.org

Mme Soura DIOP

Assistante de recherche
l'Unité gouvernance, dynamiques des conflits, paix et
sécurité
94, rue Chardon Lagache
75016 Paris
France

Tel : (331) 45 24 9047
Fax : (331) 45 24 90 31
Email : soura.diop@oecd.org